

Atelier n°2

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), levier de la transition des territoires ?

Ce compte rendu est établi par The Shift Project et n'engage pas les participants.

- **Pilote** : Félix Lallemand, Cofondateur, Les Greniers d'Abondance
- **Scribe** : Corentin Riet, Chargé de Projet Résilience des Territoires, The Shift Project

I. Retour d'expérience sur les PAT

En début d'atelier, un participant a rappelé qu'**aucun territoire ne part du risque de rupture d'approvisionnement**, alors que l'importance du sujet devrait faire qu'il s'impose aux documents d'urbanisme.

Des démarches ont cependant déjà été engagées, même bien avant qu'elle ne s'appelle « PAT ». Un participant a par exemple cité une **plateforme de distribution et de transformation de légumes bio** ayant été lancée pour répondre à la demande locale de groupement d'achat. Résultat : 150 tonnes de légumes y passent, et cela tourne encore aujourd'hui. Cette plateforme a permis une photographie claire et nette des besoins du territoire, et les politiques avaient alors joué un rôle majeur pour la porter.

Un autre participant a cité une démarche soutenue par la Fondation MACIF initialement orientée vers la **lutte contre la précarité alimentaire des populations locales de Mulhouse**. Cette démarche a entraîné des réflexions sur ce dont les personnes avaient besoin et une vision du PAT co-construite avec une vingtaine d'acteurs du territoire qui participent au projet. Le PAT a inclus dans ses objectifs un axe de justice sociale, et cela a débouché sur la création d'un tiers-lieu alimentaire sur Mulhouse pour sensibiliser aux bonnes pratiques alimentaires.

II. Piloter la décarbonation et l'amélioration de la résilience alimentaire sur le territoire

Les participants ont ensuite débattu de la bonne échelle pour se coordonner : **région, département, agglomération, commune, tout le monde propose des choses, mais personne n'est vraiment porteur aujourd'hui**. Il y a besoin de coordination à la fois horizontalement (entre territoires) et verticalement (entre échelons administratifs). L'enjeu est de lancer une dynamique fédératrice qui ne devienne pas une grosse machine manquant d'agilité. L'argument de « préserver la planète » ne semble pas toujours marcher auprès des élus, il faut pour certains faire peur sur la rupture alimentaire ! Les besoins en termes d'animation et de ressources humaines pour porter ces projets dans les collectivités ne doivent pas être sous-estimés.

Un participant a pris l'exemple d'un **réseau de PAT qui se structure dans la région Grand Est**. Il s'agit d'un lieu d'échange et de mutualisation enrichissant car il révèle des modèles différents d'un territoire à l'autre. Mulhouse est par exemple assez urbain, avec une diversité très relative de la production même en étendant à l'Alsace... Le besoin de tisser des liens avec d'autres territoires a émergé, via un rapprochement avec les territoires du Sud du département, avec l'idée que Mulhouse est plutôt un bassin de consommateurs et que d'autres sont des bassins de production. Reste à faire converger ces outils vers une véritable politique alimentaire. À noter : à Mulhouse, le service qui porte le PAT est le même que celui qui porte la transition énergétique.

De plus, **le PAT rassemble des acteurs diversifiés : agriculteurs, transformateurs, mais aussi issus de l'économie sociale et solidaire (ESS)**, ce qui peut rendre l'alchimie difficile à trouver. Les débats sur le type d'alimentation que l'on souhaite développer ont à ce titre cristallisé les débats sur le bio ou le local. Il faudra du temps pour que la confrontation des diagnostics ait lieu !

Pour certains, **il n'y a pas d'autonomie parce qu'il y a spécialisation des territoires**. Les produits de première consommation arrivent de province lointaine vers Paris et les métropoles, ce qui n'est pas cohérent avec le besoin de décarbonation. On prend la question à l'envers avec le foncier. D'un point de vue pratique, il faudrait de la terre proche des endroits où on a besoin de la consommer.

L'Etat a les outils pour empêcher l'artificialisation via les SAFFER, mais **il y a besoin d'une volonté forte de l'Etat pour que les grandes villes aient leur ceinture réservée au maraîchage**. Pour les plus grandes métropoles, la ceinture devrait être *a minima* de 50 km ! Les moyens de transport en commun sont un des rares éléments qui innervent encore le territoire à cette échelle. Ils pourraient être intégrés à la logistique alimentaire. D'après les participants, il n'y aura pas de passage à l'échelle des initiatives, mais une multiplication des modèles d'entreprise qui veulent recréer le lien entre producteurs et consommateurs. Enfin, l'Etat favorise encore les gros projets, au détriment des projets nourriciers.

III. Faire évoluer les pratiques alimentaires

Quelle place donner enfin à l'éducation à l'alimentation : **éducation nationale, éducation populaire, PAT, tous ont un rôle à jouer et c'est un véritable enjeu de santé publique** ! Il y a de bonnes politiques publiques (Programme National Nutrition Santé) mais pas de mise en œuvre forte et globale. Les travailleurs sociaux peuvent aussi avoir un rôle de sensibilisation.

Pour les participants, ce n'est pas qu'une question d'argent, mais aussi de **changement de comportement et de perception**. Par exemple, le bio est dénigré par une partie de la population qui le considère comme « cher, pour les autres », et cette perception est dure à casser ! Il y a aussi tout un travail à faire sur la formation à la **cuisine des légumineuses** et autres protéines végétales.

À propos du Shift Project

The Shift Project est un think tank qui œuvre en faveur d'une économie post-carbone. Association loi 1901 reconnue d'intérêt général et guidée par l'exigence de la rigueur scientifique, notre mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. Le développement exponentiel du numérique, et la façon dont ce développement peut interagir avec les objectifs de décarbonation de nos sociétés, constitue l'un des angles essentiels des enjeux de la transition carbone.

Nos membres sont de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité.

Contact:

Marion Kentzel

Cheffe de projet Agriculture

marion.kentzel@theshiftproject.org



16 rue de Budapest, 75009 Paris

contact@theshiftproject.org

www.theshiftproject.org